

AIDE SOCIALE

Avec Julia, Julien et JU-lien.org, tout savoir sur ses droits aux prestations sociales

Dans le Jura, dix mille personnes vivent en situation de précarité ou en risque de l'être. Et la moitié d'entre elles ne font pas appel aux prestations sociales auxquelles elles auraient pourtant droit. Pour les guider dans le dédale administratif, une campagne d'information, baptisée JU-lien, est lancée jeudi.

«Julia est dépassée par les soucis d'argent. Julien n'arrive plus à joindre les deux bouts.» Slogans de la campagne de lutte contre le non-recours aux prestations sociales dans le Jura, ces deux prénoms incarnent une réalité crue: en Suisse, 15% des personnes se trouvent sous le seuil de pauvreté ou sont en risque de l'être. Dans le canton du Jura, cela représente environ 10 000 personnes. Dont la moitié ne font pas appel aux prestations complémentaires ou à l'aide sociale, par crainte de la stigmatisation, ou tout simplement par méconnaissance des dispositifs.

«Or les prestations sociales sont et restent un droit fondamental, martèle la ministre de l'Intérieur Nathalie Barthoulot. Selon de nombreuses études, l'amélioration des conditions de vie des personnes en difficulté fait baisser les coûts de la santé. Cela contribue de manière évidente à une cohésion sociale renforcée, ainsi qu'à proposer un meilleur cadre de vie pour toutes et tous. La dignité n'a pas de prix.»



Aux manettes de la campagne de lutte contre le non-recours aux prestations sociales: l'assistante sociale de Caritas Léa Carnazzi, la cheffe du Service de l'action sociale du canton Muriel Christe Marchand, la ministre de l'Intérieur Nathalie Barthoulot, et le chef du Service de la cohésion sociale de Delémont Pascal Mazarini (de gauche à droite).

L'amélioration des conditions de vie des personnes en difficulté fait baisser les coûts de la santé.»

Avec ses partenaires, associations et communes, le Service cantonal de l'action sociale (SAS) lance donc une campagne d'information sur six semaines, du 2 mai au 16 juin, destinée à informer toutes celles et tous ceux qui le souhaitent sur leurs droits aux aides sociales. Doté d'un budget somme toute modeste de 50 000 fr., ce premier jalon de la lutte contre la précarité dans

le Jura mobilise néanmoins une équipe de sept professionnelles expérimentées. «Cette permanence sociale a pour mission de conseiller, d'orienter et de faciliter l'accès aux prestations. L'expérience nous permettra par ailleurs d'engranger des informations pour améliorer nos dispositifs», relève Muriel Christe Marchand, la cheffe du SAS.

La peur face au système

Car oui, les dispositifs peuvent être améliorés pour que les quelque 5000 Jurassiens – souvent des femmes seules avec enfants, des gens âgés, des personnes migrantes – qui ont potentiellement droit aux prestations y fassent appel.

«Le non-recours a plusieurs causes: la non-connaissance, quand la personne ignore l'existence des prestations ou

butte sur leur complexité, notamment pour des raisons linguistiques ou technologiques; la non-demande, quand la personne ne fait pas appel à des prestations par peur d'être mal vue ou de perdre des droits; la

non-réception, quand on abandonne les démarches suite aux difficultés de la procédure; et la non-proposition, quand l'offre n'est pas proposée par les professionnels, par manque de connaissance», détaille Pascal

Mazarini, chef du Service de la cohésion sociale de la Municipalité de Delémont, qui, en tant que ville-centre, est en première ligne dans la lutte contre la précarité.

En toute confiance

Léa Carnazzi, assistante sociale de Caritas engagée dans JU-lien, veut rassurer les personnes qui auraient des craintes à faire le premier pas, ou encourager leurs proches – famille, amis, voisins – à les accompagner dans cette démarche. «Il y a beaucoup d'idées reçues sur les aides sociales. Nous avons l'objectif d'expliquer, de déstigmatiser, avec deux règles: la confidentialité et l'assurance que ça n'engage à rien. Et ce n'est pas aux gens de s'adapter à nos services, mais l'inverse: si besoin, par exemple dans le cas de familles monoparentales aux disponibilités réduites, nous pouvons faire un entretien le soir ou le week-end.»

Et ainsi, Julia, Julien et tous les autres retrouveront de cette dignité qui n'a pas de prix.

THOMAS LE MEUR

Un arsenal pour lutter contre le non-recours

La campagne de lutte contre le non-recours aux prestations sociales a pour socle le site internet www.JU-lien.org, un nom qui marque bien l'ancrage dans le Jura et le lien que l'on cherche à créer entre le public cible et les prestations existantes. À noter que le suffixe n'est pas le .ch habituel, mais un plus neutre .org, pour bien montrer que l'on ne met pas le doigt dans un engrenage institutionnalisé.

Sur ce site, il est possible de prendre rendez-vous grâce à un formulaire extrêmement simple, où l'on indique son nom, son prénom ou son pseudonyme (le souci de confidentialité

des demandeurs est respecté), une adresse courriel ou son numéro de téléphone.

Une autre possibilité de prise de contact existe, en envoyant un SMS (pas de message vocal) au 076 601 10 55. Une assistante sociale répondra à la demande dans les trois jours. L'entretien est gratuit, confidentiel et n'engage à rien.

Le site et le numéro de téléphone seront diffusés via un affichage dans les transports publics, des annonces à la radio et sur les réseaux sociaux, et la mise à disposition de papillons aux guichets des administrations. TLM

Ministres appelés à passer à la caisse

RÉVOLTE AGRICOLE

Suite aux nouvelles mesures d'économie de l'État, la Révolte agricole Jura a lancé une démarche des plus inédites. L'organisation qui milite pour de meilleures conditions de travail dans l'agriculture a commencé hier à récolter des signatures pour une lettre ouverte qu'elle enverra au Gouvernement jurassien.

Dans celle-ci, la Révolte agricole exprime son «profond mécontentement» suite aux mesures d'économies qui touchent de manière «disproportionnée» l'agriculture et tout particulièrement le soutien à l'élevage, lequel a été réduit de 150 000 fr.

Une invitation

Dans la lettre, l'organisation appelle les ministres jurassiens à manifester leur soutien à l'agriculture, en payant désormais leur entrée et leur repas lorsqu'ils sont invités aux manifestations agricoles. «Nous vous demandons de

verser la somme (...) via l'application Twint (...). Nous nous engageons à reverser l'intégralité de ces versements au Service de l'économie rurale, pour compenser les coupes budgétaires dans le soutien à l'élevage», écrivent-ils.

Membre de la Révolte agricole, Julien Boillat fait savoir que le but est de récolter le plus de signatures possibles, avant d'envoyer la lettre dans deux ou trois semaines. «Ce matin, au marché de bétail de Saignelégier, j'en ai déjà récolté une trentaine», se réjouit l'éleveur des Breuleux.

Mais, en jouant sur la provocation, la démarche ne risque-t-elle pas de desservir la cause? «Ce n'est pas de la provocation. Les ministres seront toujours cordialement invités aux manifestations agricoles. Nous leur rappelons juste leur responsabilité», répond l'agriculteur, estimant que les ministres ont, à titre privé, bien plus de moyens que les familles paysannes. BFL



Les métiers scientifiques n'ont plus de secret pour elles.

«Moi, je veux devenir informaticienne!»

ÉDUCATION Une quarantaine d'écolières jurassiennes ont pu se familiariser samedi avec les métiers scientifiques et les technologies de l'information et de la communication lors d'une journée spéciale mise sur pied à Delémont par l'État jurassien et l'EPFL.

Pour rappel, ces deux partenaires collaborent de longue date pour que les filles choisissent ces métiers et croient en leurs compétences, au travers

notamment d'un projet intitulé «Coding club des filles» qui consiste en ateliers réguliers et gratuits pour les jeunes de 11 à 15 ans.

En présence de plusieurs entreprises jurassiennes et du ministre de la Formation Martial Courtet, les participantes ont notamment pu se familiariser avec la robotique et la programmation. Pour quel succès? «Moi, je veux devenir informaticienne», a lâché une jeune Jurassienne. LQJ

EN BREF

Un Prix de l'innovation pour mettre en avant le terroir dans la région

ALIMENTATION La Fondation rurale interjurassienne (FRI) va lancer un Prix de l'innovation dans le Jura et le Jura bernois. Dans un communiqué, l'institution annonce son désir de soutenir les entreprises alimentaires innovantes. Doté de 5000 fr., le prix récompensera un produit innovant ou un objet contribuant à la préparation d'un produit alimentaire (par exemple: la girolle). Celui-ci devra notamment convaincre le jury sur ses qualités organoleptiques. Les producteurs peuvent annoncer leur création jusqu'au 31 juillet. LQJ

Taches suspectes bientôt auscultées

CANCER DE LA PEAU Une action de dépistage du cancer de la peau sera bientôt mise sur pied dans le Jura. La Ligue jurassienne contre le cancer fait savoir que la D^{re} Philippa Golling, médecin dermatologue, procédera à l'examen d'une tache suspecte par personne et par consultation. L'action se déroulera dans les locaux de la Ligue les lundi 13 et mardi 14 mai. L'association demandera une participation financière de 30 fr. (ou de 20 fr. pour ses membres). Les inscriptions sont ouvertes soit par téléphone au 032 422 20 30 ou par voie électronique à info@ljcc.ch. LQJ

Lauffonnais: trafic interrompu cinq mois

TRANSPORT FERROVIAIRE Les voyages en transports publics entre Delémont et Bâle seront perturbés durant une longue période l'an prochain. Dans le cadre des travaux de construction de la double voie entre Grellingue et Duggingen, les CFF ont annoncé hier que le trafic ferroviaire sera totalement interrompu entre Laufen et Aesch entre avril et fin septembre 2025. Des bus de remplacement sont prévus. Les durées de parcours seront rallongées de 15 à 30 minutes. LQJ

